MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 12 septembre 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation mensuelle se serait modérée en août, s'établissant à 5 % g.a., après cinq mois d'accélération.

LE CHIFFRE A RETENIR

5 %

Taux d'inflation d'août 2024 en g.a.

Cette baisse du taux d'inflation s'explique notamment par l'atténuation de la pression exercée par la composante non sous-jacente de l'inflation, qui s'est établit à 8 % g.a. en août (contre 10 % g.a. en juillet). Au sein de cette composante, ce sont les fruits et légumes qui ont enregistré la plus forte hausse des prix (+13 % g.a.). L'inflation sous-jacente a poursuivi sa tendance à la baisse après 19 mois de modération, conformément aux prévisions de la Banque centrale (Banxico), et s'est établit à 4 % g.a.

La modération de la demande privée, l'amélioration des conditions de l'offre et les effets différés du resserrement des conditions financières pourraient continuer de soutenir la tendance à la baisse de l'inflation, et la ramener dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % +/- un point de pourcentage) d'ici le T1 2025.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Malgré l'irruption de centaines de manifestants opposés à la controversée réforme constitutionnelle du système judiciaire, le projet porté par le président sortant AMLO a finalement été adopté par le Sénat ce mercredi 11 septembre, faisant du Mexique le premier pays à élire tous ses juges par scrutin populaire. A plusieurs reprises, à l'occasion de ses conférences de presse matinales, le président AMLO s'est exprimé au sujet de la réforme et aurait déclaré : *« ce qui inquiète le plus ceux qui sont contre cette réforme, c'est qu'ils vont perdre leurs privilèges, car le pouvoir judiciaire est au service des puissants [...] et de la criminalité en col blanc »*. De son côté, la future présidente Claudia Sheinbaum s'est félicitée de cette adoption, indiquant notamment que *« la corruption appartiendra au passé »* grâce à la réforme. Près de 1 600 juges fédéraux, juges et magistrats de la Cour Suprême devraient donc être élus lors de prochaines élections organisées en 2025. La société civile et la communauté internationale continuent d'exprimer ses craintes concernant l'indépendance du pouvoir judiciaire. Margaret Satterthwaite, rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats des Nations Unies, aurait déclaré : « *En l'absence de garanties solides contre l'infiltration du crime organisé (dans le processus de sélection des juges), un système électoral peut devenir vulnérable à des forces aussi puissantes* ». Le projet de loi doit encore être approuvé par au moins 17 des 32 congrès locaux, ce qui ne devrait pas poser de problème compte tenu du fait que la coalition présidentielle contrôle désormais 24 des 32 Etats fédérés du Mexique depuis les dernières élections générales.

Le peso mexicain aurait résisté après l'approbation de la réforme judiciaire, soutenu par la publication des dernières données de l'inflation aux Etats-Unis et les réactions au premier débat des présidentielles américaines. Alors que la monnaie mexicaine a atteint les 20 unités pour un dollar le 10 septembre, elle a gagné du terrain le jour suivant, date d'adoption de la réforme judiciaire, en s'échangeant à 19,76 unités pour un dollar. A court terme, le peso a bénéficié des réactions au premier débat des présidentielles américaines qui ont donné la candidate démocrate Kamala Harris gagnante. En outre, le consensus de marché s'accorde sur une baisse prochaine du taux directeur de la Fed après la publication d'un taux d'inflation américain à 2,5 % en août 2024, son plus bas niveau depuis février 2021. Le cours du peso aurait ainsi été soutenu par les perspectives de maintien de différentiels élevés de taux d'intérêt entre le Mexique et les États-Unis.

Les flux d'IDE ont enregistré une hausse de 7,2 % g.a. au S1 2024, atteignant un nouveau record avec un montant total de 31,1 Mds USD. Pour rappel, en 2023 les flux d'IDE se sont élevés à 36 Mds USD. Les Etats-Unis sont restés les premiers investisseurs étrangers dans le pays au S1 2024 avec 44 % des flux totaux, suivis de l'Allemagne, du Japon et du Canada. Le réinvestissement des bénéfices

continue de dominer les IDE, représentant 97 % des flux entrants, tandis que les nouveaux investissements ne dépassent pas 3 %. Si le dynamisme de la relocalisation des chaînes de valeur (*nearshoring*) au Mexique ne semble pas se refléter dans les nouveaux investissements, il peut se mesurer à l'aune des annonces d'investissements étrangers qui se sont élevées à 143 pour un total de 45,5 Mds USD au S1 2024, selon le ministère de l'Economie.

L'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI) a publié les résultats de l'indice global de la productivité du travail pour le premier semestre de 2024. L'indice aurait enregistré une hausse globale de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, soit +0,6 % par rapport à la même période l'an passé. Au niveau sectoriel, dans les établissements manufacturiers ainsi que dans le secteur de la construction, la productivité aurait enregistré une légère augmentation, respectivement +0,5 % et +0,6 % en glissement trimestriel. Le secteur des services privés non financiers aurait, quant à lui, progressé de façon significative avec une augmentation de 2 % de sa productivité. En revanche, les secteurs commerciaux présenteraient des résultats plus contrastés : -0,2 % en glissement trimestriel pour le commerce de détail et -5,2 % pour le commerce de gros. En outre, entre avril et juin 2024, le coût unitaire de la main-d'œuvre aurait augmenté légèrement dans les secteurs de la construction (+0,1 %), des services privés non financiers (+0,3 %) et du commerce de détail (+1,7 %), tandis que les hausses les plus marquées auraient été observées dans le commerce de gros (+8,9 %) et les établissements manufacturiers (+1,2 %).

Les résultats de l'activité industrielle par entités fédératives pour le mois de mai 2024 ont également été publiés par l'INEGI. Les Etats qui auraient enregistré les croissances mensuelles les plus prononcées incluent Oaxaca (+ 16,6 % en glissement mensuel), Guerrero (+ 8,2 %) et le Yucatán (+ 7,0 %). Sur une base annuelle, les plus fortes hausses de la production industrielle auraient été observées à Quintana Roo (+ 19,3 %), Oaxaca (+ 17,7 %), Durango (+ 17,3%) et Guerrero (+ 15,2 %). Au niveau sectoriel, l'INEGI souligne des dynamiques économiques régionales variées, où certaines entités fédératives capitalisent sur leurs atouts spécifiques, notamment dans les secteurs de l'énergie (Quintana Roo et Campeche) et des industries manufacturières (Oaxaca et Puebla).

Finances publiques

Selon le ministère des Finances et du Crédit Public, entre janvier et juillet 2024, les dépenses publiques auraient enregistré une hausse de 10,8 % par rapport à la même période en 2023, atteignant 244,8 Mds EUR. Ce montant dépasserait de 782,2 M EUR les prévisions pour la période, principalement en raison de dépenses accrues dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité. Les dépenses programmables auraient totalisé 174 Mds EUR, marquant une croissance de 12,9 % en glissement annuel et dépassant de 3,2 Mds EUR les attentes initiales. Les investissements en infrastructure auraient enregistré une

augmentation annuelle de 19,3 %, la hausse la plus importante depuis 2014, tandis que les dépenses sociales auraient augmenté de 10,5 %. Le coût financier de la dette aurait également augmenté de 4,1 % en glissement annuel, atteignant 30,5 Mds EUR et représentant le niveau le plus élevé depuis 1990.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	11/09/2024
Bourse (IPC)	-1,28%	-2,48%	51 189,9 points
Change MXN/USD	-0,70%	16,46%	19,77
Change MXN/EUR	-1,18%	16,33%	21,79
Prix du baril mexicain	-6,86%	-9,25%	61,39

Amérique centrale

Costa Rica

Le taux de pauvreté au Costa Rica aurait diminué de 1,4 point de pourcentage (pp) en glissement annuel en mai 2024 et s'élèverait à 20,5 %, selon une étude de l'Université du Costa Rica (UCR). La baisse du taux d'extrême pauvreté, atteignant 5,9 % en mai 2024, aurait était de 0.5 pp sur la même période. Le taux de pauvreté dans les zones rurales en mai 2024 (25,8%) reste supérieur à celui des zones urbaines (18,5%).

Le gouvernement costaricien a réalisé des opérations de swaps de dette interne pour un montant de 2,3 M USD, montant le plus élevé en six ans. Ces échanges ont prolongé les échéances de la dette et permettraient donc de réduire la pression sur les taux d'intérêt et les besoins de financement à court et moyen terme.

El Salvador

El Salvador aurait reçu 4,7 Mds USD d'envoi de fonds (*remesas*) au cours du premier semestre 2024. Représentant une augmentation de 46 M USD, soit une croissance de 1% g.a., les envois de fonds émaneraient principalement des États-Unis, où vivent plus de 2 millions de Salvadoriens. Selon la Banque Centrale, ces revenus sont principalement utilisés pour la consommation de services. En 2023 plus du quart de la population salvadorienne auraient bénéficié des envois de fonds.

Selon un rapport du PNUD, 6 salvadoriens sur 10 n'auraient pas eu accès à internet en 2023. La municipalité la plus connectée serait San Salvador avec 63 % de la population ayant accès à internet, et Cuscatlán Norte serait la municipalité la moins bien desservie, avec un taux d'accès à internet de seulement 13 %. Pourtant il y aurait deux fois plus de téléphones portables que d'habitants dans le pays selon la Surintendance générale de l'électricité et des télécommunications (Siget) et 96 % de la population salvadorienne en possèderait un.

Guatemala

Le décret sur l'augmentation de budget de 1,87 Mds USD aurait été publié au journal officiel et serait entré en vigueur. Cette publication intervient après trois mois de débats, un avis défavorable de la Commission des Finances du Congrès et plusieurs recours de l'opposition auprès de la Cour constitutionnelle. Si une première suspension a été ordonnée par la Cour suspendant son approbation le 26 août, le décret a été revoté par le Congrès le 27 août dernier pour une entrée en vigueur le 5 septembre. Selon le président Arévalo, cette extension budgétaire ne devrait pas alourdir la dette de l'Etat ; elle viserait à réorganiser les finances publiques et à lancer les plans d'investissements du gouvernement. Il comprendrait notamment une augmentation de la dotation constitutionnelle des municipalités ainsi que des dépenses pour le développement de projets d'intérêts locaux. En outre, ce nouveau budget devrait permettre de financer diverses études de préinvestissement pour de grands projets nationaux tels que la construction du métro dans la capitale ou encore d'un hôpital spécialisé dans le traitement du cancer. Enfin, une partie devrait être réservée à l'augmentation des pensions du système de retraite de l'État et à la réparation de l'autoroute Palín-Escuintla.

En 2023, près d'un cinquième des travailleurs étrangers au Guatemala serait Salvadorien. Selon un rapport du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (Mintrab) la première nationalité étrangère occupant un emploi formel dans le pays serait salvadorienne. Dans des proportions moindres, 10 % des travailleurs étrangers seraient Nicaraguayens, 10 % Sud-Coréens, 8 % Vénézuéliens, 8 % Colombiens, 7 % Honduriens, 6 % Mexicains et 5 % sont Américains.

Une proposition de contrat aurait été lancée de la part d'Empresa Portuaria Quetzal (EPQ) afin d'assurer la continuité des opérations au Port Quetzal. L'entreprise aurait suggéré à APM Terminals de conclure un contrat d'usufruit provisoire pour une période de trois ans, alors qu'un appel d'offres international pour l'exploitation à long terme du port a été lancé. L'offre comprendrait une augmentation des redevances qu'APM verse à l'État, qui sont actuellement de 0,20 USD par mètre carré de terrain et de 11,50 USD par lot de conteneurs déplacé. APM aurait désormais moins de 15 jours pour répondre à la proposition.

Honduras

Un projet de budget pour 2025 aurait été proposé au Parlement par le gouvernement pour un montant de 17,3 Mds USD soit une hausse de 5,8 % g.a. Le gouvernement aurait expliqué vouloir à travers cette augmentation développer de grands projets dans des secteurs clés tels que la santé, l'énergie, l'éducation ou la sécurité. Sur le montant total, 3,9 Mds USD seraient réservés pour le programme d'investissement public et social soit près de 23 % du montant total. Parmi les principaux postes, le budget pour 2025 prévoirait 2,7 Mds USD pour la dette public, 1,2 Mds USD pour la protection sociale, 610 M USD pour le système de santé, qui comprend la construction de huit hôpitaux et 343 M USD pour le maintien et la construction d'infrastructures routières. La proposition de budget prévoit un déficit fiscal pour le secteur public non financier de 997 M USD (2,5 % du PIB). Le Parlement a jusqu'à décembre pour approuver le budget de l'Etat.

Nicaragua

Le gouvernement aurait accordé une douzième concession minière à la Chine. Le ministère de l'énergie et des mines aurait cédé à la société Nicaragua Xinxin Linze Mining Group S.A. une concession à ciel ouvert de 483 ha dans le département d'Estelí pour l'exploitation de minéraux métalliques et non métalliques. Sur ces douze concessions, la moitié a été octroyée depuis avril, pour un total de près de 52 000 hectares, dont 43 000 hectares ont été cédés à cette entreprise chinoise. Selon la Banque Centrale l'industrie minière a enregistré des exportations de 1,1 Mds USD en 2023, soit une hausse de 22 % g.a. notamment grâce à la hausse des exportations d'or et d'argent, en raison de l'augmentation des prix moyens contractés et des volumes exportés. L'or est le premier poste d'exportation du Nicaragua.

Panama

Un rapport de la Direction des finances publiques indique qu'en juillet 2024, la dette des projets dits « clés en main » atteindrait 6,5 Mds USD, faisant du ministère des Travaux Publics l'entité la plus endettée du gouvernement

panaméen. Une quarantaine de projets sont en cours d'exécution, dont les paiements s'étendent jusqu'en 2032. Les projets « clés en main » (où le contractant vient avec son propre financement) sont la formule privilégiée des trois dernières administrations pour réaliser des projets d'infrastructures, et notamment la construction du quatrième pont sur le Canal dont le coût a été réévalué à 2,05 Mds USD. Cela représenterait une augmentation de 34 % par rapport au coût initial de 1,53 Md USD. L'administration de José Raúl Mulino n'a pas exclu de continuer à utiliser le schéma des projets « clés en main » bien qu'il soit prévu que le programme de partenariat public-privé (PPP) soit privilégié pour développer des projets d'infrastructures, tels que la construction du train Panama-David et la réhabilitation de l'autoroute panaméricaine entre La Chorrera et Santiago, Veraguas. En collaboration avec des institutions financières telles que la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), la Banque de développement d'Amérique latine (CAF) et la Banque mondiale, au moins dix projets d'infrastructures susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre d programme PPP ont été identifiés.

Metro de Panamá a reçu 1,1 M USD pour commencer les études et la construction du téléphérique de San Miguelito. En effet, la Commission du budget de l'Assemblée nationale a approuvé deux transferts de poste budgétaire au profit de l'entreprise publique Metro de Panamá, S.A. (MPSA). Une grande partie de ces fonds pourrait être utilisée pour lancer les études nécessaires à la construction du projet de téléphérique entre Panama City et San Miguelito : études d'impact environnemental, études géotechniques ou encore pour la préparation des documents du futur appel d'offres.

Selon la banque américaine JP Morgan, l'économie panaméenne pourrait enregistrer une croissance de 5,2 % en 2024, ce qui est nettement supérieur aux projections du gouvernement et du FMI qui tablent encore sur un taux de 2,5 %. JP Morgan estime que les meilleures conditions météorologiques favoriseraient la reprise des transits sur le canal. Par ailleurs, la banque se montre optimiste quant aux perspectives économiques du pays, en particulier grâce aux solides performances de la consommation privée. L'institution bancaire souligne cependant la nécessité pour le gouvernement de contrôler et réduire le déficit budgétaire et de traiter la question de la Caisse de Sécurité Sociale.

Le président José Raúl Mulino a déclaré que tout pays qui maintient le Panama sur des listes discriminatoires sera privé de soutien lors des votes à l'ONU et exclu des contrats avec le Panama. Pour rappel, le pays figure actuellement sur la liste de l'Union Européenne des pays à haut risque de blanchiment d'argent, avec Gibraltar, les Émirats-Arabes-Unis, la Barbade et l'Ouganda. Bien que la Commission européenne ait proposé le retrait du Panama de cette liste, en raison de son retrait préalable de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), le Parlement européen s'y est opposé.

Caraïbes

Le fond saoudien pour le développement (SFD) cherche à accompagner le développement socio-économique des Caraïbes, en intégrant notamment des initiatives liées à la lutte contre le changement climatique. Depuis sa création, le Fonds a émis plus de 800 prêts pour financer des projets dans 100 pays différents. L'année dernière, 40 accords de prêts ont été signés dans 29 pays, dont 9 dans la région des Caraïbes. Les prêts sont destinés à financer divers types de projets, en fonction des priorités des gouvernements emprunteurs, avec une attention particulière portée aux projets sociaux et aux infrastructures de transport. C'est le cas aux Bahamas, où le troisième aéroport le plus fréquenté du pays devrait bénéficier d'un prêt de 55 M USD de la part du SFD afin de moderniser ses installations. Un prêt permettant le financement de structures intelligentes pour le climat a également été accordé en Grenade tandis qu'à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, une opération est en cours afin de reconstruire et moderniser les bâtiments endommagés par les conséquences du dérèglement climatique.

Les Bahamas

Le gouvernement des Bahamas a signé un protocole d'entente avec le chantier naval de *Grand Bahama* pour un projet de transformation de 665 M USD visant à positionner le chantier naval comme un centre de réparation d'envergure mondiale de navires et de bateaux de croisière. Selon le gouvernement, une fois pleinement opérationnel, le chantier naval devrait générer 350 M USD d'activité économique supplémentaire, avec de nombreuses retombées positives pour la population.

Cuba

Depuis des mois, Cuba connaît une crise de la distribution de l'eau potable, avec plus de 600 000 habitants n'ayant pas accès à ce service public de base. La situation est particulièrement complexe à La Havane, où plus de 130 000 personnes sont touchées par la pénurie. Le problème provient principalement d'un réseau hydraulique vétuste, qui provoque d'une part, une baisse de la pression et d'autre part, des pertes considérables dans le système d'adduction. Le manque d'entretien, les équipements en panne et les coupures d'électricité récurrentes sont également des facteurs qui influent. D'après les autorités du secteur, près de 10 % des équipements de pompage avaient besoin d'être remplacés en 2023. Des stratégies telles que la distribution d'eau via des camions citernes ont été mises en place. Cette mesure, initialement occasionnelle mais qui est devenue régulière, est insuffisante pour répondre à la demande de la population. En plus, le manque de carburant complique davantage l'accès à l'eau. Par ailleurs, des camions citernes destinés à la

population sont parfois détournés, moyennant le paiement d'une rétribution au chauffeur. La crise d'eau est d'une telle ampleur que des manifestations ont été constatées dans plusieurs municipalités du pays, y compris la capitale, pour dénoncer la pénurie et exiger le rétablissement du service.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïcain a signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec l'International Finance Corporation (IFC) qui permettrait d'attirer jusqu'à 2 Mds UDS d'investissements privés sur les prochaines années. L'accord avec l'IFC, membre du Groupe Banque Mondiale, prévoit notamment le développement et l'exécution de plusieurs partenariats public-privé (PPP) qui devraient couvrir une dizaine de projets dans différents secteurs comme les infrastructures routières, la transformation digitale, les énergies renouvelables, l'eau et la santé. Le gouvernement jamaïcain a d'ailleurs exprimé sa volonté de se lancer dans une série d'initiatives visant à améliorer la qualité de vie de sa population, notamment via des investissements dans les infrastructures de transport, l'éducation et l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM).

La Jamaïque a bénéficié d'un financement de 1,2 Md USD du FMI à la suite d'un examen réussi de ses programmes de soutien financier. En effet, le FMI a débloqué 258 M USD au titre de la Facilité pour la résilience et la viabilité (RSF) et environ 980 M USD au titre de la Ligne de précaution et de liquidité (PLL), témoignant de la confiance dans les réformes économiques et la discipline budgétaire en cours en Jamaïque.

République Dominicaine

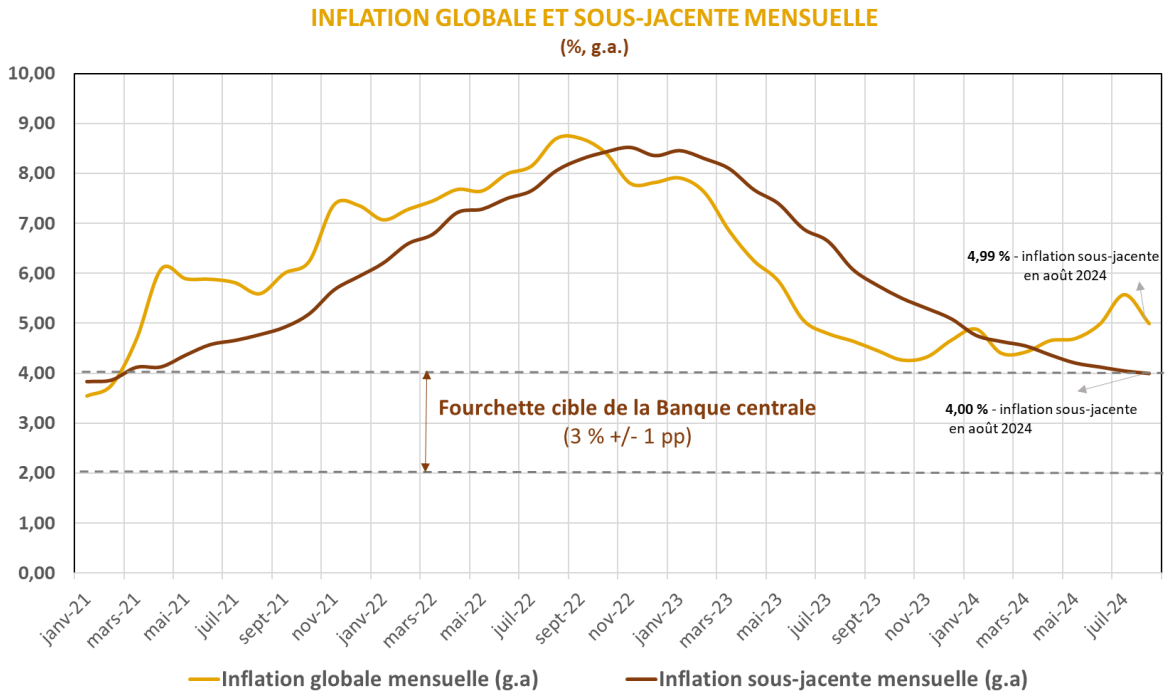
La consultation sur l'article IV avec la République dominicaine s'est conclue le 10 septembre dernier. Le rapport souligne la mise en place de politiques et de cadres institutionnels solides depuis deux décennies qui ont permis d'atteindre une croissance économique robuste et résiliente avec une faible inflation. Les perspectives demeurent positives, avec une croissance du PIB réel, pour 2024 et à moyen terme, autour de sa tendance à long terme de 5 %, et avec une inflation proche de la cible de 4 %. Le déficit de la balance courante devrait être progressivement réduit à moins de 3 % du PIB et continuer à être entièrement financé par les IDE. Le rapport met aussi l'accent sur le nécessaire approfondissement des réformes structurelles, notamment du secteur électrique et de la fiscalité. Une réforme fiscale globale est en effet impérative pour augmenter durablement les recettes fiscales – en éliminant les exonérations et en élargissant l'assiette – et améliorer l'efficacité des dépenses, en particulier en réduisant les subventions au secteur de l'électricité et les transferts non ciblés.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

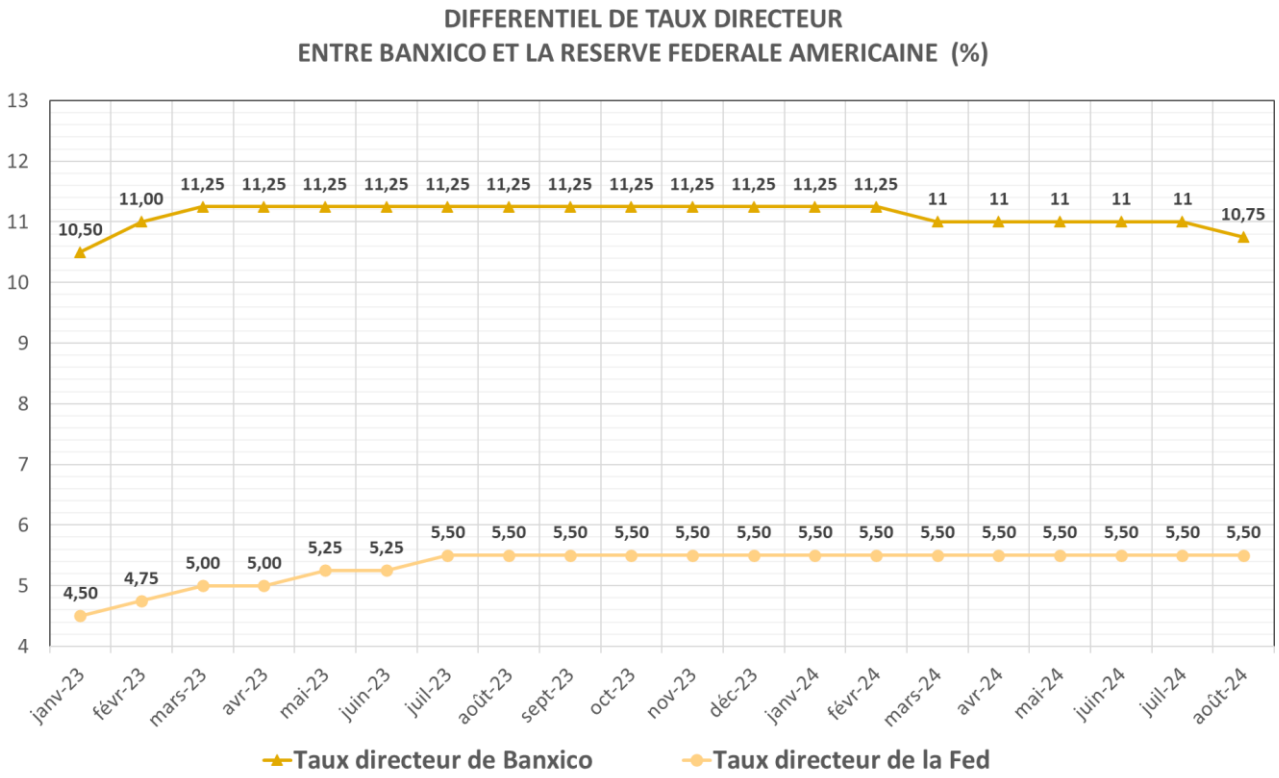
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,7%	3,2 %	2,2 %	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,75 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

– Annexe Graphique Mexique –



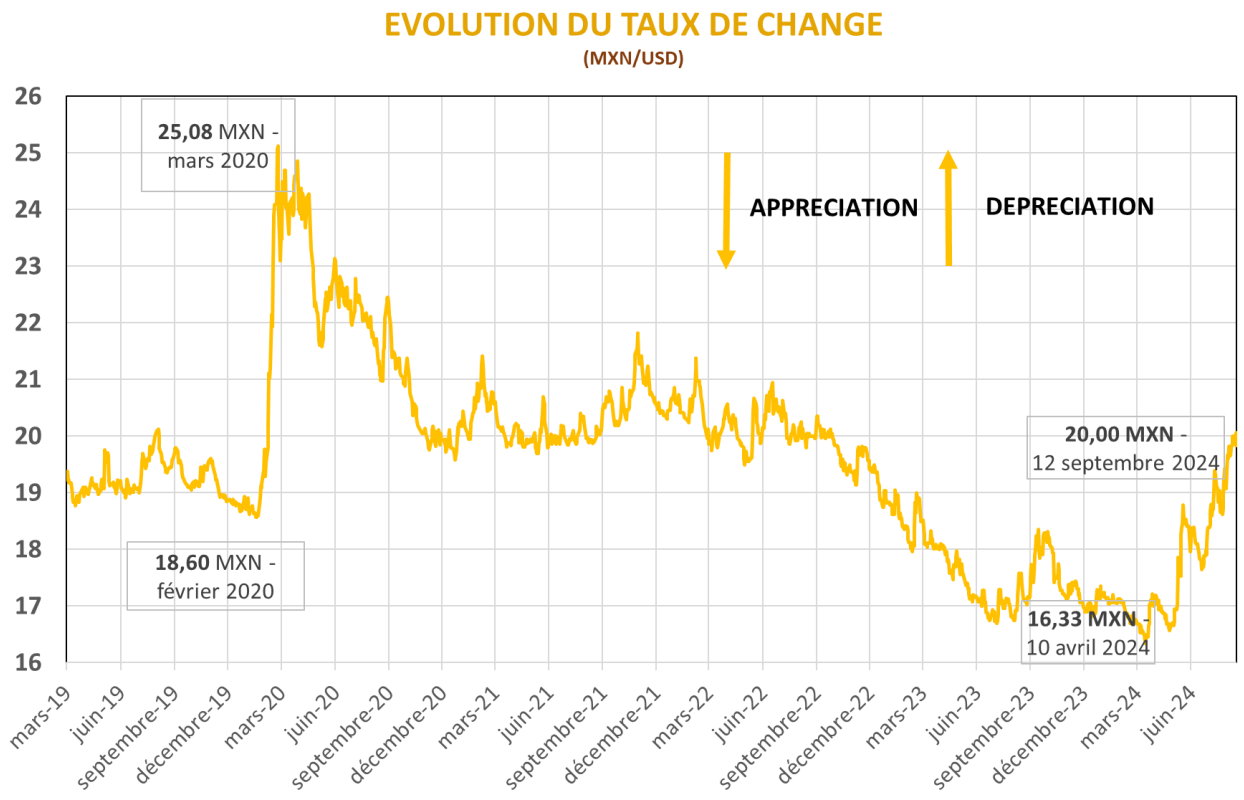
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique



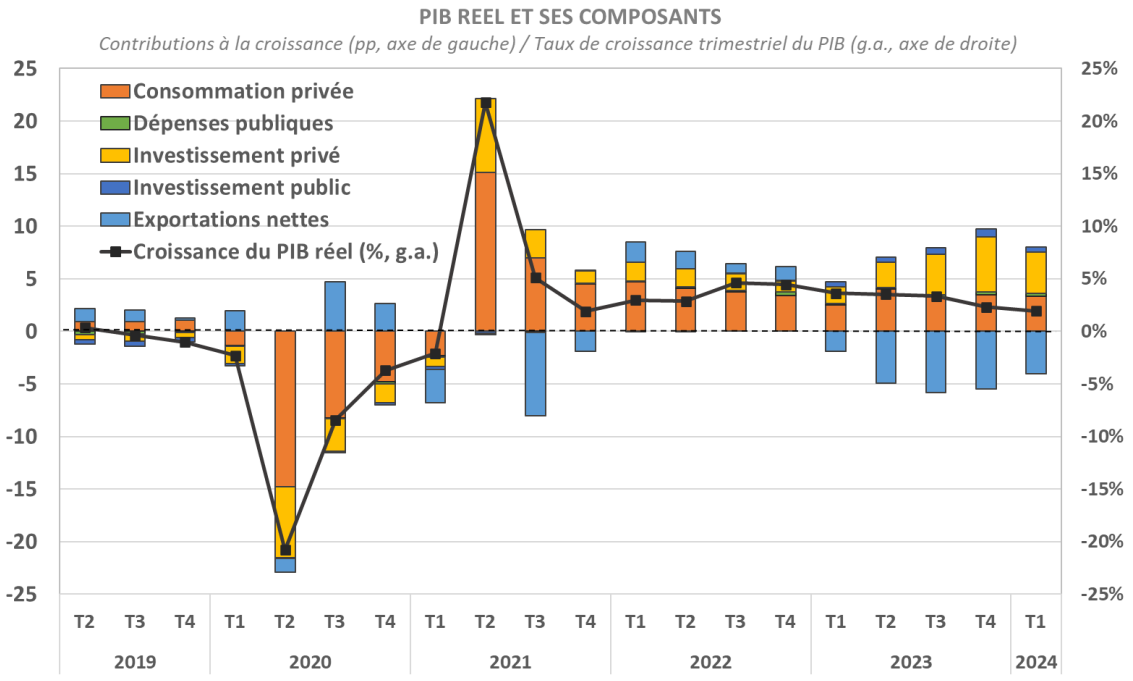
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525

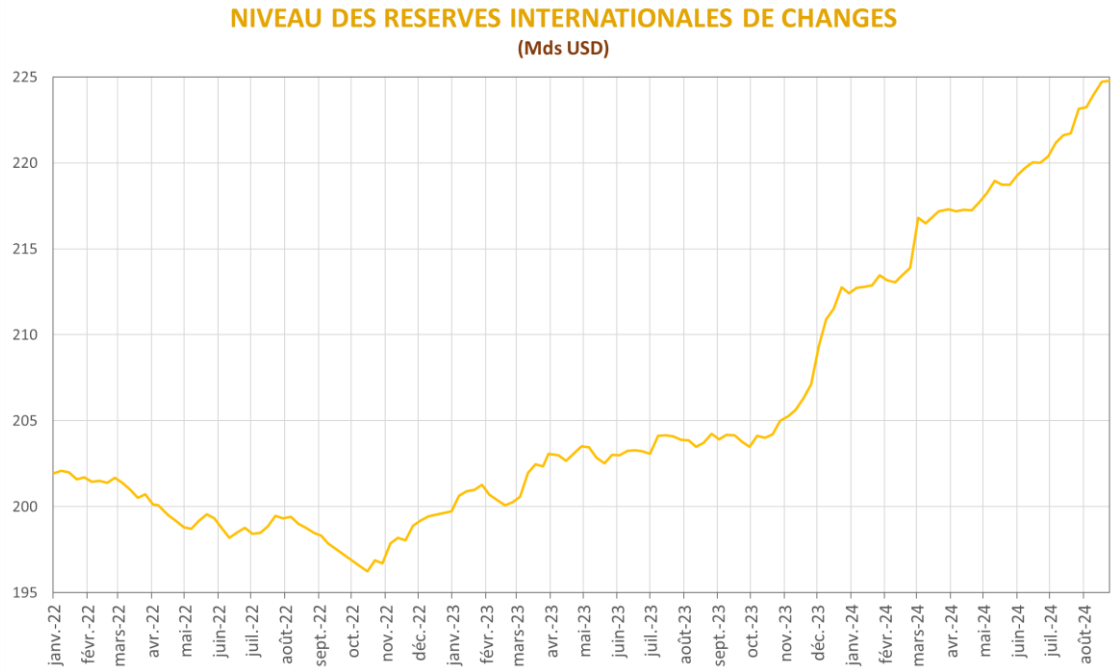
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr